



**GPMS DOUBS JURA**

GROUPEMENT PSYCHIATRIE ET MÉDICO-SOCIAL

CHS SAINT-YLIE JURA | CH NOVILLARS | ÉTAPES DOLE | SOLIDARITÉ DOUBS HANDICAP | EHPAD MAMIROLLE

# CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

## « CONTROLES REGLEMENTAIRES ETAPES »

Années 2025 - 2028  
(Du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2028)

□□□□□□□□

### **MARCHE PASSE SELON LA PROCEDURE ADAPTEE**

Selon l'ordonnance n°2018.1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative  
du Code de la Commande Publique

Selon le décret n°2018.1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire  
du Code de la Commande Publique

Consultation 2025/03

## **1/ Objet du marché**

Le présent marché a pour objet **les contrôles réglementaires périodiques des installations** pour Etapes, établissement membre du GPMS Doubs-Jura.

### **1.1/ Réglementation et normes**

Le présent marché porte sur la réalisation de contrôles et vérifications des installations et équipements dans les différents bâtiments d'ETAPES conformément aux normes et à la réglementation en vigueur et notamment les textes suivants :

- Le Code du travail et notamment les articles R 232 et 237 ;
- Le Code de la construction et de l'habitation – articles R 123-43 et /ou R 122-16 ;
- Le règlement de sécurité incendie relatif aux établissements du public de types U et R et notamment les articles GE 9 et EL19 ;
- L'arrêté du 29 septembre 2009 ;
- L'arrêté du 19 novembre 2001 relatif à la périodicité des contrôles dans les ERP ;
- L'arrêté du 10 octobre 2000 fixant les périodicités, l'objet et l'étendue des vérifications ;
- Le décret 88 1056 du 14 novembre 1988 relatif à la protection des travailleurs et ses textes d'application ;
- La norme NFC 15-100 et 15-211 ;
- Tous décrets, arrêtés, directives et normes applicables dans le cadre de l'exécution de cette opération ;
- Les préconisations d'entretien du constructeur.

L'établissement possède plusieurs sites sur les communes de Dole, Fouchers, Mont-sous-Vaudrey et Orchamps. Les installations sont précisées par bâtiments dans le bordereau des prix unitaires.

Le titulaire connaît et se conforme aux évolutions des normes réglementaires et techniques, il doit s'adapter à ces changements qui pourraient survenir pendant l'exécution de ce marché.

### **1.2/ Contrôles réglementaires périodiques**

Le pilotage de la prestation, la coordination, la participation aux réunions, le conseil, l'élaboration de rapports et de compte rendus et plus généralement la gestion de la prestation fait partie intégrante du forfait.

Les contrôles à effectuer sont les suivants :

- Vérification périodique d'ascenseur, monte-charge, Élévateurs pour Personnes à Mobilité Réduite (EPMR).
- Vérification des installations électriques sur branchement B.T.
- Vérification des installations électriques avec poste H.T.A.
- Vérification des installations électriques avec réseaux internes H.T.

- Vérification des installations électriques des E.R.P du 2ème. Groupe (5ème Catégorie)
- Vérification des installations électriques des E.R.P du 1er. Groupe.
- Inspection périodique d'équipements sous pression.
- Vérification périodique des installations de gaz combustible en ERP.
- Vérification réglementaire en exploitation d'un système de sécurité incendie et d'une installation de désenfumage mécanique dans le cadre des ERP.
- Vérification périodique d'appareils et accessoires de levage.
- Vérification générale périodique d'équipements de travail.
- Thermographie infrarouge et installations électriques.
- Vérification des rayonnements ionisants.

Le titulaire doit produire la déclaration Q18.

Le détail des contrôles ainsi que le planning à respecter est listé dans le BPU : ce tableau fait état des lieux exacts de vérification avec leurs adresses respectives et du type de prestation afférent, de la périodicité. Il servira également à la planification des vérifications en fonction de ladite périodicité (Planning entreprise), et servira également à la tarification des prestations (Bordereau de prix).

Le titulaire est censé connaître l'ensemble des sites à contrôler ainsi que leurs équipements. Dans cette optique, les candidats peuvent effectuer une visite préalable des différents sites pour effectuer leurs chiffrages afin d'identifier les spécificités de chaque bâtiment et le classement de catégorie dont il relève.

Les demandes de visites devront être demandées auprès de M. Emmanuel FERRY, responsable des services techniques dont les coordonnées sont les suivantes :

· Mail : [emmanuel.ferry@chsjura.fr](mailto:emmanuel.ferry@chsjura.fr)

· Téléphone : 03.84.82.97.85 / 07.86.34.81.74

## **2/ Connaissance et consistance des installations**

Toutes les installations à vérifier dans le cadre du présent marché sont listées dans le BPU.

Toute modification de cette liste devra faire l'objet d'un avenant.

Le titulaire reconnaît s'être parfaitement informé de la consistance des installations dont il devra assurer la vérification réglementaire.

Le titulaire doit pouvoir s'adapter à l'évolution des sites et équipements d'ETAPES (déménagements de services, fermeture ou ouverture de locaux, etc.) : ETAPES doit commander cette modification par simple décision de poursuivre, avec un délai de prévenance d'un mois.

Le titulaire applique les bases tarifaires de son offre initiale. Il répercute sans délai les modifications qui en découlent sur sa facturation (à la hausse comme à la baisse).

### **3/ Obligations et responsabilités du titulaire**

#### **3.1/ Responsabilité contractuelle**

Pendant toute la durée d'exécution des prestations prévues au marché, le titulaire est responsable de la bonne exécution des obligations mises à sa charge par le marché et ce dans le respect de la législation en vigueur, des spécifications et consignes techniques et des règles de l'art.

En cas d'inexécution, de mauvaise exécution ou de retard dans l'exécution de ces obligations, le titulaire sera redevable de pénalités prévues dans le règlement de consultation.

#### **3.2/ Responsabilité délictuelle**

En cas de faute ou de manquement du titulaire, distinct du non-respect de ses engagements contractuels, causant un dommage, la responsabilité du titulaire peut être engagée.

Une telle faute, indépendante des obligations contractuelles du titulaire, doit être prouvée par le maître d'ouvrage.

La responsabilité du titulaire ne peut être engagée dans les cas suivants :

- Faute manifeste du maître d'ouvrage,
- Faute manifeste d'un tiers ou d'un agent de l'établissement,
- Vice ou défaillance de l'installation relevant des garanties contractuelles et légales des constructeurs ou des fournisseurs du maître d'ouvrage.

#### **Non responsabilité du titulaire – Mise en conformité réglementaire**

En cas de non responsabilité, le titulaire informe par écrit et dans les plus brefs délais l'établissement des désordres ou dommages des installations.

Si les installations des sites nécessitent une mise en conformité suite à une évolution de la réglementation en vigueur, le titulaire, dès qu'il en a la connaissance, doit le signaler à l'établissement.

#### **3.3/ Obligation d'information et de conseil**

Le titulaire a une obligation d'informer sans délai les personnes habilitées qu'ETAPES lui désignera en cas de dysfonctionnement grave qu'il aurait éventuellement repéré.

En tant que professionnel, le titulaire a en outre une obligation générale de conseil envers ETAPES. Il informe notamment celui-ci de toute évolution réglementaire pouvant le concerner.

#### **3.4/ Guichet unique**

Le titulaire charge un correspondant permanent du suivi des relations avec ETAPES et précise son nom, sa qualification et ses coordonnées dans sa réponse au présent marché. En cas de changement de correspondant, le titulaire informe ETAPES des noms, qualifications et coordonnées de son successeur.

Le titulaire remet un organigramme des personnes amenées à intervenir. En cas de changement, le titulaire en informe ETAPES.

ETAPES désignera de son côté les personnes habilitées à appeler celui-ci et leurs coordonnées.

### 3.5/ Planification des interventions

Un planning annuel des visites de contrôle à effectuer devra être remis à ETAPES afin qu'il puisse prendre toute disposition permettant leur réalisation dans des conditions optimales :

- Un mois après la signature du marché pour la première année,
- Avant fin janvier pour les années suivantes.

Ce planning, après validation par ETAPES a valeur contractuelle et engage les parties.

### 3.6/ Organisation des visites de contrôle

Le titulaire fait en sorte que les intervenants qu'il emploie (salariés) se conforment aux contraintes de fonctionnement du service public et au règlement intérieur (notamment au respect du secret professionnel et médical). Ils sont systématiquement munis d'un badge d'identification.

ETAPES se réserve la possibilité d'imposer au titulaire des conditions d'horaires d'intervention (horaires en dehors des heures ouvrées) de manière à préserver la continuité de son fonctionnement. Les éventuels surcoûts occasionnés pour le titulaire sont réputés pris en compte dans la présente offre.

Les équipes du titulaire sont obligatoirement accompagnées par le personnel des services.

Le titulaire mentionnera dans son rapport de visite le nom de l'accompagnant.

A cette fin, toute intervention donne lieu à un rendez-vous préalable fixé avec les services techniques d'ETAPES :

- En respectant le planning établi en commun ETAPES et comportant les mentions suivantes :

o La référence au présent marché ;

o Le lieu d'exécution des prestations de vérification des équipements et/ou installations ;

o La description de la prestation ;

o L'étendue de la prestation commandée dans le cadre du contrôle des appareils de levage (ascenseurs, monte-charges, EPMR). Le prestataire devra obligatoirement prendre rendez-vous avec les ascensoristes chargés par ETAPES de l'entretien et de la maintenance des appareils, afin qu'ils participent également à la visite de contrôle et de manière à harmoniser observations et travaux correctifs programmés.

- En confirmant par téléphone chaque intervention du planning auprès de l'atelier concerné, avec un délai de prévenance minimum de huit jours ouvrés.

A défaut pour le titulaire d'avoir respecté cette obligation de prévenance, ETAPES se réserve la possibilité de leur interdire l'accès à ses locaux aux torts du titulaire (cela n'exonère donc pas ce dernier des délais sur lesquels il s'est engagé par ailleurs).

ETAPES se réserve le droit, pour des raisons d'organisation des services de soins et administratifs, de décaler une intervention planifiée, en respectant un délai de prévenance minimum de huit jours ouvrés.

### 3.7/ Rapports de contrôle

Au terme de sa visite, les agents du titulaire transmettent le jour même un compte-rendu circonstancié aux personnes habilitées et aux adresses qu'ETAPES lui désignera.

Ce compte-rendu reprend les points problématiques essentiels qui ont pu être repérés lors du contrôle. Il doit permettre à ETAPES de pallier au plus vite à d'éventuelles anomalies et, le cas échéant, à compléter les informations qui auraient manqué au Titulaire pour élaborer le rapport de contrôle.

Il est remis sous forme dématérialisé au responsable des services techniques d'ETAPES.

L'usage du « copier-coller » à partir des anciens rapports ne sera pas admis. Ils doivent permettre une comparaison de l'évolution des points contrôlés d'une année à l'autre.

#### 3.7.1 Localisation et codification GMAO

Le titulaire localisera dans ses rapports les lieux d'intervention, y compris les pièces où se situent les observations pour lever toute ambiguïté.

#### 3.7.2 Délai de transmission

Le rapport de contrôle du titulaire doit être reçu par ETAPES dans le mois qui suit sa visite (ou un mois après envoi par l'établissement d'éléments complémentaires si ce dernier lui a signifié son intention de produire ceux-ci).

#### 3.7.3 Dispositions pour la sécurité incendie

Pour la sécurité incendie, ce rapport doit impérativement examiner en deux parties distinctes :

- La conformité des locaux, compte tenu de la réglementation qui lui est applicable en fonction de la date de construction et/ou d'aménagement du bâtiment. Le prestataire produit donc son rapport au vu du permis de construire du bâtiment et des rapports de visite des commissions de sécurité.
- La conformité des locaux par rapport à la réglementation aujourd'hui en vigueur pour un bâtiment neuf (pour la simple information d'ETAPES).

Toutes les remarques provoquées par une modification des normes techniques ou réglementaires (notamment de la C15-100) devront être clairement identifiées et accompagnées dudit texte.

#### 3.7.4 Modalités de transmission des rapports

Le titulaire fournit avec le rapport de contrôle un récapitulatif de ses observations sous un format informatique compatible avec un tableur Excel.

A défaut de respecter ces points, le rapport de contrôle sera réputé ne pas avoir été remis.

Le titulaire mettra également à disposition d'ETAPES un outil de suivi via Internet permettant d'accéder aux rapports d'intervention, et également de faire le suivi du levé des remarques.

### 3.8/ Respect des règles de sécurité

Conformément à la réglementation le titulaire doit obligatoirement établir un Plan Particulier d'Intervention et le remettre au coordonnateur sécurité d'ETAPES.

Le titulaire est, dans tous les cas, entièrement responsable vis à vis d'ETAPES, de tout incident ou accident pouvant survenir de son fait ou de celui des personnes qu'il emploie.

### 3.9/ Secret professionnel

Les candidats sont tenus au secret professionnel. Ils s'engagent en particulier à ne pas divulguer les informations fournies durant la consultation.

Le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour que les documents et informations qui lui sont remis ou auxquels il aura accès dans le cadre de l'exécution du présent marché, ne soient ni déformés, ni endommagés ni communiqués à des tiers non autorisés par la personne publique.

Il est également tenu de garder confidentiel toute information de toute nature, recueillie lors de l'exécution du marché.

## **4/ Personnel**

### 4.1/ Qualification du personnel

Le titulaire affectera le personnel technique nécessaire, tant en nombre qu'en qualification, à la bonne exécution des tâches qui leur seront confiées dans le cadre du présent marché.

Les vérifications doivent être réalisées par des personnes qualifiées, voire agréées, nominativement désignées sur une liste tenue à la disposition de l'inspection du travail, et compétente dans le domaine de la prévention des risques et des dispositions réglementaires afférentes aux équipements vérifiés.

### 4.2/ Identification

Le titulaire communiquera à l'établissement la liste nominative de ses personnels intervenant sur l'établissement.

Ce personnel portera une marque distinctive permettant d'identifier son appartenance au titulaire. Le titulaire porte l'entière responsabilité de son personnel et doit veiller à l'application de l'ensemble de la réglementation en vigueur en ce qui concerne ses conditions de travail.

Il veillera également à ce que son personnel respecte scrupuleusement les règles propres au fonctionnement de l'établissement notamment en ce qui concerne notamment la sécurité, les conditions de circulation et d'accès.

L'établissement se réserve le droit en cas de manquement grave, d'interdire l'accès au site à un membre du personnel du titulaire. Cette décision sera notifiée par écrite au titulaire qui devra appliquer la mesure dans les 24h.

Par ailleurs, le planning des visites devra faire apparaître le nom et les coordonnées du technicien désigné pour chacune d'elles.

#### 4.3/ Moyens matériels

Le Titulaire fournit l'ensemble du matériel nécessaire à la bonne exécution de son marché.

Le personnel du Titulaire devra assurer sa propre sécurité (équipement, tenues de protection, etc.). Il sera doté de tous les matériels et outils individuels pour réaliser ses missions de contrôles et de vérifications Règlementaires

#### 5/ Accès aux équipements

L'établissement veillera à ce que le titulaire puisse accéder à l'ensemble des équipements objet du présent marché.

Pour la bonne exécution de la prestation, le titulaire de la maintenance :

- Sera accompagné par un technicien de l'établissement ;
- Aura accès aux installations lors des interventions aux jours et heures normaux d'activité du prestataire et de l'établissement : du lundi au vendredi entre 8 heures et 16 heures, hors jours fériés

#### 6/ Nettoyage et décontamination

Les équipements devront être laissés dans un état de propreté au moins équivalent à celui précédant la prestation.

#### 7/ Organisation hygiène et sécurité

Le décret du 20 février 1992 (J.O. du 22 février 1992) ainsi que la circulaire prise en application de ce décret, en date du 18 mars 1993, sont applicables au présent marché.

Le titulaire doit prendre pour chacune de ces interventions toutes les mesures d'ordre et de sécurité, propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers. Il est tenu d'observer tous les règlements et consignes de l'établissement.

Un plan de prévention sera élaboré et notifié au prestataire à l'issue de la notification du présent marché.

**Le candidat,**

Mention manuscrite "Lu et approuvé"

**(Cachet et signature)**